

L'actualité politique...

EN BREF

Pas de doute

Jean Marie LE PEN est bien à droite, à droite toute, à l'image de sa dernière déclaration sur l'avortement. Il propose tout simplement l'inscription dans la Constitution du « caractère sacré de la vie » en opposition frontale à l'avortement. Une terrible régression si l'on suit le chef de file de l'extrême droite française.

Démocratie participative ?

Terrible aveu de la candidate socialiste à la présidentielle qui déclare en s'adressant aux siens : « Les socialistes ne regretteront pas de m'avoir écoutée. Qu'ils fassent ce que je leur demande et je les conduirai à la victoire ». En un mot : dit ce que tu veux, je ferai ce que j'ai décidé...

Nombriliste.

« Je sens comme un picotement dans le ventre » déclarait José BOVE, lors de la réunion de janvier des collectifs antilibéraux à Montreuil pour expliquer qu'il se verrait bien candidat à l'élection présidentielle. Nous ne savions pas que les questions politiques entraînaient de telles réactions sur le corps humain sauf, et c'est le cas le paysan du Larzac quand on s'aime bien, on a tendance à se froter le nombril.

BONÉ, CANDIDAT ANTI LIBÉRAL ?



L'aveu

Nicolas SARKOZY, c'est connu de tous, aime à se déplacer avec une meute de journalistes, savamment convoquée, autour de lui. Une véritable cour qui lui permet ensuite de « verrouiller » les radios, télévisions et la presse écrite. « Quand les gens nous voient arriver avec une nuée de caméras, le dialogue n'est plus le même » a-t-il déclaré. Un aveu sans équivoque sur une campagne très médiatisée dont les « vérités » sont celles que l'on a décidé de faire passer...

Tu pollues, tu paies

Pour Dominique VOYNET, dont les tracasseries pour sortir des profondeurs silencieuses de la campagne électorale, ne trouvent pas de solution, la question n'est pas de remédier aux sources de la pollution, il suffit seulement de payer. C'est ainsi qu'à Nantes elle déclare qu'il n'y a qu'à taxer les 4X4, mettre un péage sur les routes pour les camions, et instaurer une TVA à 33 % pour les produits nocifs. En d'autres mots si tu as de l'argent, tu peux polluer, pas de problèmes. Une drôle de conception de l'écologie ne trouvez-vous pas ?...

Un, deux et trois

Il faut pour les médias qu'il y ait à chaque élection présidentielle, un troisième homme. Une construction de l'esprit de quelques uns qui a vraiment du mal à se vérifier. En 2002, c'était CHEVÈNEMENT dont « l'écroulement » final fut spectaculaire. Au soir du deuxième tour, le troisième homme était devenu JM LE PEN et aujourd'hui, c'est à François BAYROU que l'on attribue ce rôle. Comment des gens (les journalistes) que l'on pourrait penser à priori sérieux, peuvent ils se prêter à de tels scénarii qui à chaque fois, se font démonter par ceux qui ont leur mot à dire : les électeurs...

Point de vue

par Raymond LANNUZEL



La campagne électorale est aujourd'hui bien lancée. Si les petites phrases et les coups tor-dus font le bonheur des médias, la réalité s'impose : le candidat de la droite et du patronat, SARKOZY, déploie une démagogie et un populisme qui ne vise qu'un objectif, imposer à notre pays une cure d'ultra libéralisme.

Pourtant, l'enjeu de l'élection présidentielle et des législatives échappe de moins en moins aux salariés, aux femmes, aux jeunes qui attendent des réponses concrètes à leurs préoccupations en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale. Le candidat de la droite annonce la couleur : demain, ce sera la mise en coupe réglée du code du travail, l'extension de la précarité, l'accroissement des inégalités.

A gauche, le vide des propositions de la candidate socialiste ne manque pas d'inquiéter celles et ceux qui aspirent à rompre enfin avec les logiques libérales. Il ne suffira pas, en effet, de battre la droite le 22 avril et d'avoir une majorité parlementaire à gauche mi-juin ! Il faut répondre à l'urgence sociale,

et pour cela, la gauche a une responsabilité, celle de réussir.

Marie George BUFFET, montre en ce début de campagne, sa capacité à rassembler sur son nom, sur la base de contenus. Ses propositions, elle les met à la disposition du rassemblement. Son objectif, elle l'affiche clairement : battre la droite et réussir à gauche. Sa campagne est celle d'une gauche combative, populaire, clairement antilibérale à l'opposé d'une gauche renonçant à transformer la société incarnée d'une part, par la candidate socialiste et de l'autre par les candidatures d'une extrême gauche refusant toute perspective de construction majoritaire à gauche.

Les communistes s'engagent dans cette campagne avec la confiance raisonnée de ceux qui savent que rien n'est joué d'avance. Des plans de travail de campagne au succès du Banquet départemental avec Marie

George BUFFET organisé par la Fédération du PCF, la mise en mouvement de plusieurs centaines d'hommes et de femmes dans notre département montre que ce sera bien sur le terrain, et non dans les médias, que pourra se développer une véritable dynamique populaire.

« Une dynamique populaire est en train de naître »

Il n'y a pas aujourd'hui de cohérence entre les attentes des Français et les capacités de la campagne à y répondre.

Est-ce un coup de semonce aux états-majors des candidats à l'élection présidentielle ou tout du moins à ceux que les médias portent le plus ? Vraisemblablement, si l'on se réfère au sondage réalisé par le CSA pour le journal l'Humanité à propos de l'absence du traitement des grandes questions sociales dans le cadre de la campagne électorale.

Il y a chez les Français un sentiment d'insatisfaction, c'est ainsi que 70% des électeurs de gauche sont mécontents de la façon avec laquelle sont traitées les questions du chômage, 69% se déclarent insatisfaits sur celles

ayant trait aux services publics ou encore 72% sur la question des délocalisations. Il y a en ce début de cam-

pagne des dérives qui écartent du débat, les préoccupations des Français. Certes, aucune question n'est taboue, toutes ont leur importance, toutes peuvent être traitées dans la



confrontation, mais l'ou-

blé, l'abandon de questions essentielles, sont préjudiciables au déroulement même de la campagne.

Que le Parti socialiste sorte du chapeau à l'occasion des vœux de son premier secrétaire, la question de la fiscalité soit, que le débat entre Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL enflamme toute la classe médiatique, pre-

nons acte, mais, quand on sait que la question de la réforme de la fiscalité n'est que pour 22% des Français une question tout à fait prioritaire... interrogeons nous sur la place prise soudainement dans le débat politique en dehors de la préoccupation des citoyens. Nous pourrions prendre d'autres exemples précis sur les questions de l'immigration ou autres.

A quand donc, des centres d'intérêts tels que la santé, les retraites, le pouvoir d'achat, l'emploi, la lutte contre la précarité, la logement, l'éducation...

Ce sont ces questions là qui sont au cœur de la vie des Français, ce sont ces questions qu'il faut mettre en débat, sur lesquelles il faut formuler des propositions concrètes. C'est ce que nous attendons des campagnes électorales à venir et non des effets de manches et d'images.

De vous à moi...

Les élections présidentielles seraient-elles à ce point, banalisées et sans enjeux pour les Français pour tenter de les faire confondre avec une pièce de seconde zone d'un quelconque théâtre de boulevard ? C'est la question que chacun d'entre nous est en droit de se poser après le canular de Gérard DAHAN à l'encontre de la candidate socialiste, il y a quelques jours.

Certes, soit dit en passant, une nouvelle fois Ségolène ROYAL a fait preuve de beaucoup de « naïveté » et d'un manque criant de clairvoyance politique, en croyant faire un scoop de « son coup de téléphone » et ne faisant au final qu'un plouf, mais, cet épisode fait une nouvelle fois, sombrer la campagne dans une petite politique spectacle sans enjeu, sans consistance et loin de ce qu'attendent nos concitoyens. Dans une campagne électorale où déjà les vrais enjeux ont du mal à venir en débat, où les solutions sont absentes, où les préoccupations des Français sont occultées, de la part de ceux que les médias ont appelés « les grands candidats », il y a un vrai danger pour les citoyens, pour la démocratie, pour le pays à entrer dans une telle caricature de l'action politique.

Y.C.



En rencontrant tour à tour les salariés des entreprises de Loire-Atlantique, puis les jeunes et enfin les participants au banquet de la fédération, Marie-George BUFFET est entrée au cœur des enjeux et des préoccupations de la campagne présidentielle. Revenons sur les grands moments de cette journée de la candidate à l'élection présidentielle.

15h30, avec les salariés et syndicalistes

A peine descendue du TGV qui l'amenait de Paris, Marie-George se retrouve avec 70 salariés et syndicalistes des grandes entreprises publiques et privées du département. Michel RICA prévient d'entrée : « **Nous sommes là pour nous dire tout, il n'y a pas de sujet tabou, alors allons y** ». De la SNCF, des Chantiers navals, de l'EDF de la Sécu ou bien ancienne de chez Chantelle, ils et elles ne perdent pas de temps pour entrer dans le vif du sujet.

L'inquiétude semble grande parmi ces salariés sur leur devenir, celui de leur entreprise, sur la place des services publics, les libertés syndicales sur les questions de l'emploi pour ne prendre que quelques uns des sujets qui vont être au centre de la discussion durant plus d'une heure et demie. Inquiétude de la part des gars des Chantiers sur l'abandon par notre pays de sa construction navale. Inquiétude également d'un agent de l'EDF qui pose la question de la privatisation de l'énergie. Même son du côté de la SNCF où la place des transports ferroviaires est posée. Question également d'un syndicaliste de la Sécu qui évoque les difficultés que rencontrent les assurés.

Il y a dans ce débat de vraies attentes, un souci permanent de sortir de la situation que nous vivons, une recherche pour faire autrement, pour construire une autre politique. Un salarié des Chantiers résumera parfaitement cette sen-



sation en ces termes « **Ce que je veux, c'est savoir comment mener cette bataille, comment rassembler. Il faut sortir de tout ça, autrement, après on va tous morfler dans les entreprises** ».

Répondant aux questions de la salle, Marie-George BUFFET développera les grandes questions sociales qu'elle porte, son attachement aux services publics, son souci de le moderniser et de la renforcer.

Un message qui voulait montrer à ceux qui souffrent qu'il est possible de faire bouger les choses, que les moyens existent pour permettre à tous de vivre mieux et qu'il faut en finir avec les discours défaitistes et de renoncement.

17h30, les jeunes veulent du concret !



C'est un public attentif et déterminé qui a accueilli Marie George Buffet à l'Auberge de jeunesse de la Manufacture des Tabacs. Conscients des enjeux, les 60 jeunes présents, lycéens,

étudiants, salariés, veulent des réponses concrètes. Juliette pose la question du statut des étudiants. Vera témoigne de sa situation dans une classe prépa : seule boursière, seulement 4 filles sur 40 et presque pas de parents d'origine étrangère. Fabien, étudiant en STAPS, interroge sur une politique de développement des pratiques sportives. Marie George BUFFET, à l'aise, précise ses propositions : « **L'autonomie de la**

jeunesse passe par un socle de droit nouveaux » (emploi, logement, transport, santé, culture, citoyenneté NDLR) et par « **des allocations différenciées** » « **Il faut abroger la Loi Fillon sur les lycées, créer des postes d'EPS et réaffirmer la place du sport dans la société** ». Alors, viennent les doutes, les craintes : « **Que faire contre le vote LE PEN ?** », pour Mattéo, lycéen, ce sera le premier vote, il veut savoir « **ce qu'on reproche au PS** », Julie de Saint-Nazaire rappelle que la gauche a déçu « **il y a une perte de confiance** », Benjamin, étudiant en histoire rappelle que « **le communisme fait toujours peur à certains** », René, salarié rappelle que « **c'est très dur de vivre avec 1000 euros par mois** ». Marie George BUFFET « **ne veut plus décevoir** », elle refuse d'être de « **la gauche qui n'affronte pas** » et développe ses propositions sur une fiscalité qui dégagerait des moyens nouveaux pour porter « **le SMIC à 1500 euros, tout de suite** ». Elle rappelle les mobilisations nécessaires pour « **gagner au quotidien, contre une expulsion, contre une fermeture d'usine...** » pour « **mettre en cohérence les luttes et faire reculer l'emprise du capitalisme sur la société** », c'est comme ça que Marie George BUFFET définit son communisme. De quoi prolonger le débat, et, pour certains, se lancer activement dans la campagne.

20 heures : un grand rendez vous

« **Il y a des Bastilles à prendre par un gouvernement de gauche et un peuple mobilisé.** »

Salle pleine au Loroux Bottereau pour terminer l'après midi de la candidate d'une gauche qui, au palais de Congrès, était plus populaire que jamais. Plus de 500 personnes attendaient « Marie George » qui, de poignées de main en embrassades fraternelles, mit quelques longues minutes, sous les applaudissements debout, à rejoindre la tribune et à s'emparer du micro. Très loin des aventures du scooter du fils de SARKOZY ou de la dernière bourde médiatique de la candidate du PS, en quelques exemples empruntés de la réalité quotidienne des salariés qu'elle rencontre chaque jour dans ses meetings et dans les luttes, la candidate traite des vraies questions, parle de comment changer vraiment la vie. SARKOZY veut payer plus, ceux qui travailleront plus (« **encore un peu**



et dans ses meetings, il nous ferait le coup des travailleuses, travailleuses d'Arlette !»), elle propose de « **payer plus les 35 premières heures** ». Nulle doute, pour elle, si Guy MOQUET avait 17 ans aujourd'hui, il se trouverait « **du côté des jeunes qui ont lutté contre le CPE** », avec celles et ceux qui « **se battent dans les écoles avec les sans papiers** ». Ségolène ROYAL hésite et tergiverse pour construire l'école de la réussite pour tous ? Marie George propose qu'on y consacre demain « **7% du Produit Intérieur**

Brut du pays... » « **La situation de la gauche me préoccupe** » prévient la candidate de la gauche populaire et anti-libérale qui constate qu'elle ne rassemble aujourd'hui que 40 % des électeurs « **tous candidats confondus** ». Peut on faire plus quand « **la candidate officielle tient des discours lénifiants d'une gauche molassonne qui renonce avant même d'avoir mené le combat** ? ». Alors que l'impôt sur le revenu ne représente que 17% des recettes de l'Etat et la

TVA près de 50%, « **alors que c'est vous qui payez des impôts...** » « **ROYAL et SARKOZY disent qu'il ne faut rien y changer mais être de gauche, c'est toucher à l'impôt pour aller chercher l'argent là où il est, dans les poches des amis de Madame PARISOT...** ». Etre de gauche, « **c'est bousculer la monarchie présidentielle** » et donner de nouveaux pouvoirs au peuple et aux travailleurs dans les entreprises... « **Arrêtez de rêver** » conseille le couple politiquement correct, la main sur le cœur, un œil sur Bush, l'autre

sur Blair. « **Il y a des Bastilles à prendre, un gouvernement de gauche peut le faire avec un peuple mobilisé... C'est parce qu'un jour, les Brésiliens ont élu LULLA que l'Amérique latine est en train de changer** » lance Marie George BUFFET sous les applaudissements. Accompagnée de Michel RICA, le responsable départemental du PCF, elle mettra longtemps à traverser la salle et à rejoindre sa voiture pour retourner sur Paris. Dès 9 heures, le lendemain matin, elle était attendue aux Assises du Logement à Bobigny.

Notre zoom : l'école

EN BREF

Un sur deux!

C'est le nombre de fonctionnaires que SARKOZY propose de ne pas remplacer à leur départ en retraite. Avec l'UMP, c'est le personnel enseignant qui est en première ligne... Dont 5 500 postes devraient être supprimés dès la rentrée 2007!

Excellence

BAYROU veut introduire « le calme républicain et l'excellence républicaine » à l'école dont seraient « extraits » les éléments perturbateurs. Tout comme SARKOZY qui veut faire disparaître progressivement la carte scolaire... Visiblement, pour les candidats de droite, « l'excellence » passe par les réductions des postes!

Nauséabond

«Maîtres censeurs qui ont brisé la méritocratie scolaire» «mammouth administratif de 1,3 millions de personnes et coûtant 650 milliards FF», « 28 000 postes d'enseignants payés mais dispensés de donner des cours», «planification soviétoïde» c'est tout le bien que pense Jean-Marie LE PEN de l'Education nationale... Et c'est déjà beaucoup trop!

Cherche projet

«Favoriser la réussite» «préparer la vie professionnelle», le projet socialiste pour l'école était déjà bien flou... Et, il faut encore attendre pour connaître celui de Ségolène ROYAL. Ses sorties sur la carte scolaire et sur le temps de travail des enseignants, ne sont en tout cas pas à même de rassurer les personnels de l'Education nationale

Excellence

fiscale

Excellence, méritocratie ou tout simplement cuillère dorée, tous les candidats cités ci-dessus paient l'impôt sur la fortune!

Une priorité nationale pour un partage des savoirs



Depuis 2002, les personnels de l'Education nationale ont été des acteurs de mobilisations sociales importantes et répétées : contre la loi Fillon sur les retraites, contre la loi de décentralisation Raffarin, contre les lois Fillon sur l'école, contre le projet CPE... Actuellement

l'unité syndicale est réalisée contre la réforme des obligations de services, la bivalence disciplinaire, et la baisse très importante du pouvoir d'achat (-20% en moyenne entre 1981 et 2004). Après cette mobilisation sociale permanente qui a

été marquée d'échecs et d'un succès (le retrait du CPE), les personnels de l'Education nationale comptent bien utiliser leur bulletin de vote des 22 avril et 6 mai prochains.

Quelles sont les propositions défendues par les organisations politiques et leur candidat ?

Aux difficultés auxquelles est confrontée l'école, l'UMP met en cause les méthodes pédagogiques (lecture et calcul) et jette le discrédit sur le travail visible et invisible des enseignants.

Les réponses populistes sur l'encadrement militaire de jeunes en difficulté, la suppression de la carte scolaire, ne sont pas en mesure de faire réussir la gauche sur les questions de l'école.

Marie George BUFFET porte un projet ambitieux pour un service public d'éducation, laïque et véri-

tablement gratuit autour de 6 engagements forts.

Enseignement supérieur et recherche doivent aussi bénéficier de propositions fortes pour répondre aux attentes sur la vie étudiante, aux besoins des universités, des chercheurs.

Dire que le système éducatif a besoin de transformation profonde et ne pas poser la question des moyens, relèverait de l'incohérence. Nous ne commettons pas l'erreur de penser qu'il suffit d'accroître les moyens financiers pour que l'école change. Par contre, une adaptation de l'école aux contraintes budgétaires actuelles, n'offre aucune perspective de transformation. Enfin, il n'y a pas de transformation sans démocratie, rien ne pourra se faire sans la participation des différents acteurs : enseignants, parents d'élèves, élèves, élus.

Des propositions de M.G. BUFFET

6 engagements forts pour une école de la réussite pour tous:

- Abrogation des lois Fillon et De Robien
- Création d'un Fonds national de lutte contre les inégalités à l'école pour combattre l'échec scolaire
- Le droit à la scolarité en maternelle dès l'âge de deux ans.
- L'abandon du socle commun à minima et la promotion d'une culture commune de haut niveau
- Un budget de l'Education Nationale porté à 7% du PIB
- Le recrutement et la formation sur 5 ans de 150 000 enseignants et 45 000 personnes d'accompagnement.

Il témoigne...



Marcel LE BRONZE, (Trignac) Secrétaire de l'UL FSU de Saint-Nazaire

L'école, machine à fabriquer de l'échec ? C'est le message que ce gouvernement libéral idéologue du moins d'Etat, veut faire passer. Mais comme le peuple est très attaché à l'école, il ne peut pas la faire disparaître aussi rapidement qu'il le souhaiterait. Alors, il cherche à nous convaincre qu'elle va mal, et installe tous les outils de la déconstruction.

Les attaques sont massives et régulières. Le locataire de la place Beauveau met le feu aux banlieues, le ministre de l'éducation démantèle les ZEP en faisant sortir du dispositif des secteurs scolaires entiers. Les directeurs(trices) d'école, en grève administrative depuis 7 ans, demandent du temps et des moyens, le ministre répond en prélevant une journée de grève alors que le temps passé à l'école, augmente d'année en année. Le nombre d'élèves augmente, le ministère supprime des postes (5 000 en 2007). Nous avons besoin de renforcer les moyens financiers et humains pour construire l'école de la réussite, les locataires de la rue de Grenelle

décroissent, sans consulter ni les enseignants, ni les maires, d'expérimenter des Etablissements publics d'enseignement primaire (EPEP) dont l'objectif est de transformer et dégrader radica-

lement le fonctionnement de l'école. C'est un pas sans précédent vers la municipalisation. A cela, s'ajoute la mise en place de logiciels de renseignements qui faciliteront l'expulsion des sans papiers et des enfants étrangers...

Plus ce gouvernement nous présente ses projets pour améliorer l'avenir et plus l'horizon des élèves, s'assombrit. Les acquis sociaux sont sans cesse remis en cause, et la solidarité est toujours plus menacée. La FSU (première Fédération de la fonction publique d'Etat) prendra toute sa place pour barrer la route à ces régressions et continuera de lutter pour un service public de qualité. Elle sera donc au rendez-vous du 8 février pour la défense du service public et des entreprises publiques. Car d'autres choix sont possibles. Exprimons-les dans la rue et dans les urnes.

Actu Flash...

Fiscalité = choix de société



Au-delà des polémiques sur l'ISF et des cafouillages au PS sur la question fiscale dans le projet de leur candidate, la question de la fiscalité est au centre de deux projets de société complètement opposés. La dette publique est aujourd'hui une véritable manne financière au profit des marchés financiers (1/3 du budget de l'Etat) et la droite veut aller plus loin dans la baisse des impôts qui profitent aux plus riches (ISF, décalisation des actions, baisse de la taxe professionnelle...), cela conduit vers la généralisation des inégalités, la réduction des services publics, l'étranglement des collectivités locales... et pèse sur le pouvoir d'achat (TVA, CSG, taxes sur le carburant, hausse du coût de la prise en charge médicale). A l'inverse, des moyens nouveaux sont à trouver pour réduire les inégalités. Cela passe par un calcul plus juste de l'impôt sur le revenu, favorable cette fois aux revenus les plus faibles, et par le triplement de l'ISF tout en supprimant progressivement la TVA sur les produits de première nécessité. L'impôt sur les sociétés peut devenir un levier pour réorienter efficacement l'argent avec des critères d'emploi et de formation et en y intégrant les capitaux financiers des entreprises (en 2005, 170 milliards d'euros ont servi aux investissements productifs sur les 570 milliards d'euros de ressources nouvelles des seules entreprises non financières). C'est tout le sens des propositions de Marie George BUFFET : réorienter l'argent pour dégager de nouvelles ressources publiques et favoriser le pouvoir d'achat des familles.

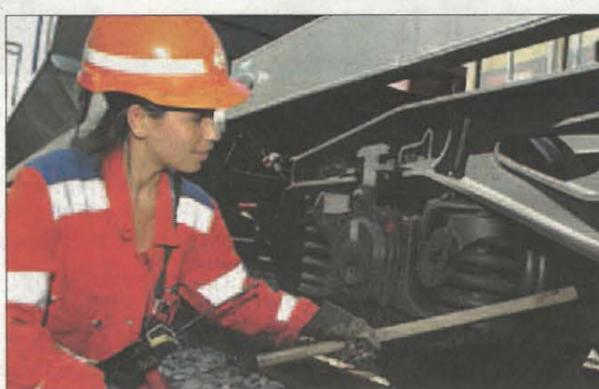
Travailleur-se-s, on vous parle !

Comme, si ses revendications n'étaient pas suffisamment satisfaites, le MEDEF vient de faire connaître son programme pour les dix prochaines années sous la forme d'un livre blanc intitulé « **Besoin d'air** ». L'objectif : peser dans la campagne électorale et imposer leurs points de vue aux candidats.

Tout d'abord, L. PARISOT se félicite que *leur travail commence à faire bouger les lignes, par exemple : le travail accompli sur le régime des intermittents du spectacle ou l'important accord seniors*. Chacun appréciera... Elle expose ensuite *les rêves* des chefs d'entreprise. *Ils rêvent de prospérité. Entendons par là que la libéralisation des échanges des marchandises générerait, selon la banque mondiale, 287 milliards de dollars et pour se donner bonne conscience le tiers profiterait aux pays en voie de développement.* Quant à la libéralisation des services qu'ils appellent de leurs vœux, elle générerait 5 fois ce montant ! Leur rêve est de repérer les

pièges mortels pour l'économie, comme l'augmentation du SMIC sans aucun lien ni avec les gains de productivité et ni de l'inflation, le projet d'abrogation de la loi 2003 sur les retraites alors que chacun

sait qu'elle n'est que la 1ère étape des réformes nécessaires. Ils rêvent de liberté. Aujourd'hui, ils sont dans un *carcan avec ses excès de fiscalité, les excès du code du travail...* la preuve : *le succès du CNE !* Ils proposent de définir dans le monde du travail une *séparabilité à l'amiable*. Ils nous invitent ensuite à ne pas tomber dans le piège des mots. *Précarité qui peut signifier le pire mais aussi le meilleur...* De ne pas se laisser abuser : *quand on parle d'allègement de charges sociales comme si c'était un*



cadeau ! C'est un dédommagement du préjudice (35h) insensé qui a été fait aux entreprises et au monde du travail tout entier. Elle insiste sur le *regard pertinent et juste des chefs d'entreprise pour discerner ce qui est démagogique et ce qui ne l'est pas* ; ce qui est vrai et ce qui est faux *dans les propositions économiques que les candidats font aux Français.* Elle est satisfaite de voir les candidats BAYROU, SARKOZY et ROYAL évoquer la nécessité de revaloriser le travail....



LES LUTTES

Commerce

Les autorisations d'ouverture des magasins le dimanche se multiplient.

Décret

Celui relatif au service universel postal est publié au JO du 7 janvier. Ce décret ouvre la porte à une réduction de la distribution, remet en cause le principe du tarif unique....

La poste

Les salariés ont rappelé à leur président lors de sa venue à Nantes, la nocivité de la directive européenne de libéralisation postale.

Centre de tri

Depuis novembre, le salariés du centre de tri d'Orvault débrayent contre le travail de nuit pas assez payé.

8 février

Cinq syndicats de fonctionnaires appellent à une journée nationale d'action et de grève pour exiger de véritables négociations salariales.

Loi liberticide

Cette loi que la prévention de la délinquance qui devrait être adoptée avant la fin de la législature amène toujours autant de critiques et d'oppositions. Le 23 janvier, nous l'avons redit.

Aéroport

La progression de 12% du trafic de Nantes Atlantique en 2006 contredit la thèse des opposants de NDDL.

Une autre politique à gauche avec M.G BUFFET

« J'ai au moins entendu une chose juste : « jamais le monde n'a été aussi riche ». Elle aurait pu rajouter : et jamais il n'y eu autant de pauvres... Pour le reste, au-delà de la mystique de l'entreprise entonnée par les patrons présents, le MEDEF n'a fait qu'entonner toujours le même refrain !... Que de parallèles entre l'intervention de Madame PARISOT et celle de Monsieur SARKOZY porte de Versailles ! » Ainsi s'est exprimée Marie George BUFFET après la présentation du livre blanc du MEDEF.

Pas un mot sur l'absence d'évaluation et de contrôle de l'efficacité des aides publiques de 65 milliards d'euros, reçues chaque année par les entreprises.

Pas un mot sur les difficultés des entreprises qu'elle ne veut pas voir, comme celles de ses sous-traitants victimes des diktats permanents de leurs donneurs d'ordre et de leurs clients, notamment la grande distribution, pour les-



quelles Laurence PARISOT n'a rien à proposer. Pas un mot sur ces entreprises qui ne peuvent se développer parce qu'elles n'ont pas accès au crédit, tant les taux d'intérêt des banques sont prohibitifs quand il s'agit d'investir et de développer l'outil de travail, et tant ils sont faibles quand il s'agit de faire le choix de la finance et de la spéculation.

Ce sont d'abord à ces problèmes que l'on doit répondre lors de cette campagne !

Toutes les richesses dont Madame PARISOT reconnaît l'existence, il faut les utiliser autrement, en pénalisant les investissements financiers et en donnant davantage de pouvoirs aux salariés et aux élus, pour mettre l'argent au service de l'investissement, de la formation, de l'emploi et des salaires, et donc pour inventer un autre modèle de croissance, social, écologique et durable. »

Confrontation :

Que disent les autres candidats ?

Quand, L. PARISOT lance : « si je prends les 3 principaux candidats S.ROYAL, N.SARKOZY et F.BAYROU, je suis heureuse d'entendre que tous parlent de la nécessité de réconcilier les Français avec l'entreprise ». De quoi parle-t-elle ?

Pour SARKOZY, il s'agit de rallonger la durée du temps de travail pour ceux qui veulent « gagner plus » et alléger le coût du travail pour les employeurs en supprimant les cotisations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires. Il propose même de « sécuriser » l'emploi en donnant la liberté aux entreprises de licencier. **C'est cela donner de l'air aux entreprises.**

Pour S.ROYAL, réconcilier les Français avec les entreprises, c'est construire une culture du dialogue plutôt que du conflit. Elle promet l'abrogation du CNE et le CDI deviendra la référence du contrat de travail. Tout en préconisant que les entreprises qui s'engageront dans les CDI « bénéficieront d'un bonus sur

les cotisations sociales ». Le modèle de précarité que la droite propose, va tirer la France vers le bas, est très destructeur. Sur les 35 heures, la candidate socialiste a indiqué qu'elles devront être « généralisées dans de bonnes conditions ». Elle a réaffirmé la nécessité de « remettre à plat un certain nombre de questions » sur la réduction du temps de travail, car dans certains cas, l'application des 35 heures « a compliqué l'organisation des entreprises » et « dégradé les conditions de travail ».

Quant à F. BAYROU, il s'insurge contre le jeu d'illusionniste proposé par les deux principaux candidats. Les 2 voies proposées sont pour lui, deux impasses. Il propose, lui, pour lutter contre le chômage, une mesure immédiatement applicable : la possibilité pour chaque entreprise de créer deux emplois sans charges. A moyen terme, il promet de réfléchir au transfert des charges sociales vers d'autres bases que le travail.

EN BREF

A croquer...

Interrogée sur la référence aux ouvriers par le candidat UMP, Marie-George BUFFET a répliqué que « N. SARKOZY comme Mme PARISOT emploient beaucoup le mot ouvrier ou travailleur surtout pour mieux cacher ce qu'ils proposent ». « C'est une politique qui veut nous installer la loi de la jungle dans ce pays ». « Le loup s'intéresse aux ouvriers pour mieux les manger », a conclu la candidate communiste.

Sacre

Lors de son discours d'investiture, SARKOZY n'a pas mentionné une seule fois le mot qui doit être tabou dans sa bouche : chômage.

Lapsus

« Les socialistes européens doivent être fiers de ce qu'a fait l'un des nôtres. Euh... des leurs ». Qui a commis ce lapsus ? C'est Sarko à Londres. Alors, si il le dit ...

QG contesté

L'installation du QG de campagne de SARKOZY, rue d'Enghien à Paris, dans un quartier populaire peuplé d'immigrés, provoque l'hostilité des riverains.

Après Hulot

Dominique VOYNET n'était pas venue en 44 « pour dire non à un projet », celui de Donges Est, mais elle le dit quand même. Ce qui ne fait que confirmer l'une des 15 orientations de son contrat écologique.

Défense

Même si Ségolène ROYAL s'est trompée sur le nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont dispose la France : 4 et non 1 seul, elle est sur la même ligne en matière de défense que Nicolas SARKOZY.

Fonctionnaires

« Réduire la dépense publique est possible à condition de traiter de l'emploi dans la fonction publique. Je fais mien l'objectif de ne pas remplacer le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux » : dixit SARKOZY.

Evènements, culture, idées.

Les fondamentaux de l'élection présidentielle : 1- Le cadre institutionnel

L'état de nos institutions exige certes leur bouleversement en profondeur, par un passage à une VIème République. Mais l'échéance de 2007 se présente encore dans un contexte inchangé, celui qui a installé l'élection présidentielle comme le moment majeur du fonctionnement du système institutionnel.

Hérité du gaullisme étatique (1958-1969) et de ses avatars post-gaullistes, tel le mitterrandisme (1981-1995), le régime républicain français est très présidentiel, même si ce n'est pas autant qu'aux États-Unis. Plusieurs évolutions majeures concomitantes ont même conduit à parler de « monarchie républicaine ». Le président français peut beaucoup, mais il ne peut pas tout, notamment en cas de cohabitation avec, en vis-à-vis, une majorité parlementaire et un gouvernement du bord opposé. L'élection au suffrage universel direct à deux tours, instaurée en 1962, dans le contexte troublé de la fin de la guerre d'Algérie, est devenu le rouage majeur du système. Elle a pris le dessus sur les élections générales législatives qu'elle détermine largement. On a pu parler d'une « américanisation », et il est vrai que la place des médias et de l'argent dans les campagnes électorales, va bien dans ce sens. La « politique

spectacle », avec ses fausses polémiques et ses coups bas, sa guerre d'images et des petites phrases, l'emporte massivement sur la confrontation raisonnée des projets. Les sondages y occupent une place centrale. On sait bien, notamment depuis le séisme du 21 avril 2002



et le référendum de 2005 sur le TCE, que leur valeur prédictive est douteuse, mais ils pèsent néanmoins de tout leur poids sur le déroulement d'une campagne présidentielle.

Avec l'instauration du quinquennat en 2000, les législatives ont été mécaniquement placées dans le prolongement de la présidentielle, avec l'argument fallacieux d'une meilleure gouvernabilité, puisque étant censé donner automatiquement une majorité parlementaire au président, faisant l'impasse sur la possibilité de dissolution du Par-

lement. Cette réforme n'a pourtant pas suscité l'enthousiasme, et on n'a pas fini d'en mesurer les effets pervers dans le sens d'un hyper-présidentialisme. Dans un tel contexte institutionnel, solidement verrouillé, il n'est guère facile à un projet véritablement alternatif de se

frayer un chemin. Tout est d'ailleurs fait pour occulter le 1er tour qui le permet plus particulièrement. Ce qui n'entrave pas la multiplication des candidatures, encore aujourd'hui une quarantaine, à moins de 100 jours du scrutin. L'émiettement permet la dilution, en entretenant un pseudo suspens sur la capacité de certains candidats à obtenir les 500 signatures de parrainage d'élus pour être ou non candidat. Et, pendant ce temps, on ne parle toujours pas du fond, de l'intérêt et des limites des divers projets.

Les candidatures « fantaisistes » jadis, aujourd'hui thématiques (écologie, chasse, etc.), de strict « témoignage » (pour se compter), et peut-être même « virtuelle » (non destinées à aller jusqu'au bout), se multiplient. Au-delà d'une apparence de pluralisme, un tel foisonnement ne facilite guère la tâche des électeurs, qui devant cette inflation restent souvent tentés de s'abstenir, de voter blanc ou nul, ou pour l'un ou l'autre des divers « populistes » en compétition au discours protestataire, de tonalité radicale, mais au projet soit dangereux (FN) soit inconsistant (LO) – qui (re)florissent volontiers à l'occasion. Malgré tous ces dysfonctionnements, et compte tenu de son rôle central et moteur, l'élection présidentielle est un passage obligé et déterminant. Loin de n'être qu'un duel de second tour entre présidentiables proclamés de la bipolarisation, et bien plus qu'un sondage, elle donne certes la mesure de l'état critique de notre démocratie. Mais malgré tout, qu'on le veuille ou non, elle sert désormais d'instrument d'évaluation et de choix des divers projets de société qui s'affrontent dans notre pays. Autant ne pas rater une telle occasion, devenue quasi exclusive, d'évaluer et de choisir entre l'ivraie et le bon grain.

JY M

Lire

« L'école en quête d'avenir » par le Réseau école du PCF

En 2005, près de 90% des jeunes étaient scolarisés ou en apprentissage et près de 65% d'une classe d'âge, atteignaient le niveau d'un baccalauréat. Ces deux indicateurs montrent, à l'évidence, les progrès spectaculaires réalisés ces dernières décennies par un système éducatif que, par ailleurs, tout le monde s'accorde à déclarer aujourd'hui en crise.

Car si le niveau et les taux d'accès aux lycées n'ont cessé de croître, l'école n'a pas pour autant réduit les inégalités et l'on constate chez un nombre non négligeable de jeunes, majoritairement issus des milieux populaires, des difficultés souvent très importantes dans la maîtrise de savoirs parfois élémentaires.

Oui, l'école est en panne de démocratisation. Avec des effets dramatiques tant au niveau des individus qu'au niveau de la collectivité toute entière. L'échec, dans ces domaines décisifs, se paie comptant, et de plus en plus cher. C'est pourquoi, il devient urgent que le politique s'attaque enfin sérieusement à la racine des problèmes, et introduise à l'école les transformations que réclame l'évolution même de la société.

La question de l'éducation occupe une place centrale dans le débat, projet contre projet qui s'engage dans la période. Fruit d'un travail collectif, le « réseau école » du PCF vient de produire un ouvrage dont la rédaction a été coordonnée par Bernard CALABUIG et José TOVAR : « L'École en quête d'avenir ».

Produit de la réflexion, des échanges et confrontations menées depuis plusieurs années par ce réseau, il présente sous la forme d'une série d'analyses, les nombreux handicaps et/ou dysfonctionnements de notre système éducatif, et entend formuler les propositions qui peuvent permettre de les dépasser. Un outil indispensable pour la campagne des élections présidentielles et l'enjeu de la bataille idéologique que nous menons pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes.

A paraître en mars 2007, aux éditions Syllepse. 160 p. 10 euros.



Voir...



Le Château de Nantes rouvre ses portes

Le Château des Ducs de Bretagne rouvre ses portes le 8 février 2007, après quinze ans de travaux et trois ans de fermeture totale. La Ville de Nantes a mis en oeuvre un programme de restauration et d'aménagement de grande envergure pour faire renaître ce site patrimonial exceptionnel en plein centre-ville, emblématique de son histoire et de celle de la Bretagne. La cour du Château, le circuit des remparts et le jardin dans les douves sont en accès libre. Du 15 mai au 15 septembre : ouverture 7 jours/7. Site : 9h à 20h. Musée : 9h30 à 19h. Du 16 septembre au 14 mai : Site : 10h à 19h, 7 jours/7 Musée : 10h à 18h. Les tarifs 2007 : MUSEE OU EXPOSITION TEMPORAIRE : Plein tarif : 5 euros. Tarif réduit : 3 euros pour les 18/26 ans. COUPLAGE MUSEE / EXPOSITION TEMPORAIRE : Plein tarif : 8 euros. Tarif réduit : 4,80 euros GRATUITE : Enfants et jeunes jusqu'à 18 ans et le 1er dimanche de chaque mois de septembre à juin.

Médias

Soutien au site Bellaciao.org

Assigné au tribunal de Saint-Nazaire le 13 mars 2007

Le site Internet de gauche alternative Bellaciao, lancé début 2002 par Roberto FERRARIO, atteint les 26 millions de visites cumulées à ce jour. Lieu incontournable d'information alternative, de débat sur la gauche, espace de résistance sociale et culturelle, carrefour de luttes et de mouvements sociaux, le site totalement autofinancé, peut aujourd'hui atteindre jusqu'à 55 000 connexions par jour. Il reçoit quoti-

diennement près d'une centaine d'articles, sans compter les réactions et commentaires.

Or, en 2006, une plainte en diffamation a été déposée par les « Chantiers Navals de Saint-Nazaire », suite à la publication sur le site Bellaciao d'un communiqué de l'USM-CGT de Saint-Nazaire du 16 septembre 2005, intitulé « Flibusterie des temps modernes ». Les « Chantiers Navals de

Saint-Nazaire » ne contestent pas les faits relatés dans ce communiqué, mais

prenant le prétexte du langage utilisé dans le communiqué de l'USM-CGT, ils cherchent à museler, voire à faire fermer le site Bellaciao, et à faire payer à l'USM-CGT ses combats et vic-toires syndicales. Marie-George BUFFET a tenu à « apporter tout son soutien à Bellaciao.org, l'un des

sites les plus engagés dans les luttes, les combats sociaux mais aussi dans la circulation des idées pour la recherche d'une alternative au libéralisme. La mise en examen de Roberto FERRARIO pour la publication d'un communiqué de la CGT des Chantiers navals est une tentative d'intimidation d'un des sites de résistance sociale. Alors que la toile grouille de sites racistes, nautobonds et nazis, cette mise en examen s'attaque à l'un des espaces de liberté et de contestation sociale". Suite à la plainte en cours, une nouvelle audience est fixée au **Mardi 13 Mars 2007** au Tribunal Correctionnel de Saint-Nazaire, 77 rue Albert de Mun.



près de vous

Pays de la Loire 30 000 apprentis

Première région française par le nombre des jeunes concernés, notre région compte désormais plus de 30.000 apprentis. Une situation qui satisfait les élus de droite qui en revendiquent la paternité. Une situation qui exige, affirment les élus communistes, qu'une attention toute particulière, soit portée sur « **la qualité des formations dispensées** » et que de lourds investissements soient réalisés par les structures concernées. Refusant le débat idéologique qui voudrait faire croire que l'apprentissage serait « **la seule forme de formation qui convienne à tout le monde** », le groupe demande que l'Assemblée régionale ait une réflexion approfondie sur la formation initiale des jeunes ligériens, allant de l'école maternelle à l'université.

Missillac

Une nouvelle mairie mais des préfabriqués pour l'école

Le dernier Conseil municipal portait les orientations budgétaires de la ville pour 2007. L'occasion pour Michel GUILLET de se réjouir que « **pour la première fois du municipal, les élus soient en possession de documents écrits avant la séance !** ». Le Conseiller municipal communiste s'est également réjoui « **d'inaugurer une nouvelle mairie avant la fin de l'année** » tout en remarquant que le groupe scolaire public, Françoise DOLTO continuera d'ouvrir des classes dans des préfabriqués avant la construction d'un nouvel établissement prévu, « **dans le meilleur des cas, dans 5 ans** ».

Nantes

Du Château à la Cathédrale

Lors du Conseil municipal du 8 avril 2005, les élus communistes nantais s'étaient opposés à la création de la société d'économie mixte « Nantes Culture et Patrimoine » destinée à gérer, exclusivement avait-il été précisé à l'époque, le Château des Ducs de Bretagne. Depuis lors, si l'eau a continué à couler sous les ponts de la Cité des Ducs, le temps s'est chargé de démentir une telle affirmation. En octobre dernier, le Conseil général a porté sa participation de 5 à 10 % du capital de la SEM, éveillant les soupçons des élus communistes, le département gérant également des équipements culturels. « **S'agit-il d'un rapprochement des différentes structures ce qui conduirait à élargir le champ des compétences dédiées à Nantes Culture et Patrimoine ?** » interrogeait Delphine BOUFFENIE. On apprend aujourd'hui que la SEM va gérer d'autres manifestations culturelles : « **les machines de l'île** » et « **les visites des cryptes de la Cathédrale de Nantes** ». Un éléphant, ça trompe, ça trompe... !

L'activité

■ Région

Contrôler l'utilisation de l'argent

Le budget 2007 était à l'ordre du jour de la session du Conseil régional. Philippe DENIS, a centré son intervention sur la création d'emplois. La Région consacra jusqu'en 2010, 380 millions d'euros d'investissements au développement économique et à l'emploi apportant un soutien appuyé aux filières notamment pour les matériaux composites destinés à l'aéronautique, au développement agricole, aux industries agro alimentaires, ainsi qu'au développement du tourisme et des loisirs. Il faut le faire a affirmé le Président du groupe communiste qui a néanmoins réclaté d'urgence, la « **mise en place rapide d'une commission spécifique d'attribution et de contrôle de ces fonds publics** ». Parlant de l'action régionale en faveur de l'éducation, de la recherche et la formation, il a noté que les communistes apprécient le quadruplement de l'effort pour la Recherche, et les 700 millions d'euros d'investissements dans les lycées. « **Avec 912 millions d'euros investis à l'horizon 2010, la Région se donne également les moyens de développer les infrastructures ferroviaires et portuaires** » a-t-il poursuivi, satisfait d'avoir été entendu par l'Assemblée sur deux des priorités absolues du groupe. Parlant des moyens nécessaires à obtenir pour mieux répondre aux besoins des Ligériens, l'élu a démontré que « **contrairement aux affirmations des tenants de la pensée unique, l'argent existe ... Tout est affaire de choix ... Il faut, comme on dit dans les cités populaires de ma ville savoir « prendre l'argent où il est !** »



Parc régional de Brière

Qui décide ?



Le Contrat Territorial Unique permet aux communes et aux intercommunalités d'obtenir des aides de la Région pour réaliser leurs projets. L'an passé, les élus régionaux ont décidé d'ajouter une bonification à ces contrats pour les territoires dotés d'un Parc Naturel Régional. Pour le Parc de Brière, 731 000 euros ont été répartis entre trois intercommunalités (Cap Atlantique, La Carène et la Communauté du Pays de Pontchâteau et de Saint Gildas des Bois). Le Conseil d'administration du Parc de Brière a proposé, à l'unanimité, d'utiliser ces fonds pour permettre le transfert à Herbignac, du Centre d'Education au Territoire actuellement situé à Kerhinet et dont les équipements sont inadaptés et vieillissants. Joël BATTEUX, Président de la Carène, soulignant que le financement d'un équipement culturel n'était pas de la compétence de son intercommunalité, a demandé qu'une partie de la bonification serve à financer l'entretien et la restauration du système hydraulique du marais et que l'autre partie permette la réhabilitation du centre d'enfouissement des déchets (Cuneix...), l'aménagement paysager de déchetteries, de stations d'épuration ou de zones d'activités. Cette décision, imposée d'autorité au Parc, a soulevé un tollé de protestations à l'Assemblée générale qui s'est tenue à Saint-Molf, samedi 27 janvier. « **Un dysfonctionnement regrettable** » pour Jean-Louis LE CORRE. Marc JUSTY, Vice Président du Parc de Brière, considère depuis longtemps que le parc, qui rassemble 18 communes, est une intercommunalité à part entière. Il ne veut pas « **dépendre du bon vouloir d'autres intercommunalités pour l'affectation de ces crédits** ». Roger DAVID, Marc JUSTY et Jean-Louis LE CORRE, ont demandé une entrevue au Président de la Région pour « **clarifier la situation** ».

Vertou

Beautour veut son bus

Lors de la cérémonie des vœux, le Maire de Vertou a évoqué l'arrivée prochaine de « PROXITAN » sur le quartier de Beautour. Ainsi seront partiellement remplacées les lignes de bus 28 et 42 qui avaient été supprimées à l'occasion de la mise en service du Busway en novembre 2006. Ce service à la demande déposera les usagers à la gare routière. « **Pour les 4000 habitants du quartier, le compte n'y est pas** » affirme Michel GOUTY, membre du collectif d'usagers qui a recueilli quelques 700 signatures sur sa pétition, l'an passé. « Pour pallier, à la suppression de la ligne 28, la SEMITAN a mis en place un renfort scolaire pour les collégiens et lycéens qui fonctionne uniquement le matin. Le soir, le service du retour n'est pas assuré ! ». Le collectif qui reste toujours mobilisé, a organisé une manifestation le 20 janvier.

Saint-Nazaire

La droite : « Courage, fuyons ! »

Au dernier Conseil municipal, la droite a quitté la séance pour ne pas avoir à discuter des directives gouvernementales qui réduisent les crédits des caisses d'allocations familiales. Sur instruction du Ministre des Finances, la Caisse Nationale réclame, en effet, des économies aux Caisse départementales et particulièrement à la nôtre qui se serait imprudemment avancée en finançant trop de projets ! La Caisse de Loire-Atlantique, revenant sur les engagements pris, revoit donc à la baisse ses subventions. Il s'agit d'un changement de cap brutal « **d'autant plus inacceptable que... c'est à prendre ou à laisser** » a souligné Christian SAULNIER. Celui qui veut faire plus n'a qu'à « **augmenter la fiscalité locale** » a remarqué le Président du groupe communiste soulignant qu'il s'agissait d'un « **choix politique délibéré** » au moment où le Parlement s'apprête à adopter loi Sarkozy sur la délinquance des mineurs. Le texte ne donne aucun nouveau moyen aux villes pour créer des places en crèches, ouvrir des écoles maternelles, bâtir et encadrer des centres de loisirs ou de vacances, faire fonctionner des maisons de quartier... car il « **ne s'agit plus d'éduquer, d'accompagner et de favoriser l'accès à l'autonomie et à la responsabilité mais de redresser !** » a remarqué l'élu.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Rezé : Comité local, le 13 février à 18h 30 au local de section.

Presqu'île guérandaise : Assemblée de section, le 28 février

Nantes : Comité local de section, le 5 février à la fédération.

Assemblée générale de section, le 8 mars à la Maison des syndicats.

Saint-Herblain : Assemblée générale de section, le 8 février au Sillon de Bretagne.

Collectifs de campagne :

Brière : 5 février

Vertou : 7 février

Trignac : 5 février

Banquet des portuaires

Le 20 janvier à la Fédération avec 20 participants. Deux adhésions au Parti communiste ont été faites.

■ A propos de la déclaration de Joël BUSSON

Dans la dernière édition de notre journal, nous avons publié une déclaration de Joël BUSSON, Président du Comité départemental du Souvenir des Fusillés de Nantes et de Châteaubriant. Depuis, Louis OURY nous a fait part de sa volonté d'utiliser un droit de réponse à cet article.

Quoiqu'il ne soit pas dans nos pratiques d'entrer dans de telles procédures, nous pouvons être amenés, et ceci sans aucune réserve suivant les cas, à accepter de publier comme le prévoit la loi un droit de réponse à l'un de nos articles, cela permet d'ailleurs d'élargir et de diversifier l'approche sur des questions que nous sommes amenés à traiter.

Cela vaut bien évidemment pour Louis OURY ou tout autre personne qui considérerait devoir utiliser cette possibilité législative.

Toutefois, dans le cadre de la demande de Louis OURY que nous avons reçue, nous nous trouvons confrontés à plusieurs questions. Tout d'abord, le texte qui nous est proposé comme droit de réponse ne revêt pas ce caractère, il tend à tout autre chose dans sa forme et dans son contenu. D'autre part, il apparaît calomnieux, pensons-nous envers un certain nombre de personnes nommément citées dans le texte.

Ce sont pour toutes ces raisons, toutes ces approches que la rédaction des Nouvelles de Loire-Atlantique a pensé ne pas devoir répondre positivement à la demande de droit de réponse formulée par Louis OURY.

Yannick CHENEAU

■ Arrêtés anti-expulsion : annulation par le Tribunal administratif

Jean Louis LE CORRE a immédiatement réagi à la décision du Tribunal administratif d'annuler les arrêtés anti-précarité pris par le Maire communiste d'Allonnes et lui-même avec leur soutien de leurs Conseils municipaux.

Il n'avait d'autres choix, précise-t-il que de suivre l'argumentation juridique du représentant du gouvernement au Tribunal administratif. Toutefois, une telle décision peut apparaître aujourd'hui comme très controversée puisque le Président de la République dans ses vœux, le gouvernement dans son projet de loi relatif au Droit au logement opposable, confirme le bien fondé de nos choix. Il s'agit d'une grande question de société et cela ne peut que nous conforter dans les choix que nous avons faits en avril 2005 à Trignac.

Jean Louis LE CORRE déclare qu'il sollicitera à nouveau ses collègues du Conseil municipal de Trignac afin d'interdire, sur sa commune, toute expulsion locative, coupures d'eau et d'électricité pour les ménages les plus défavorisés.

Il appelle également tous ses collègues, maires de Loire-Atlantique qui pour certains l'ont soutenu afin qu'ils puissent agir dans le même sens pour le droit au logement.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



Vite lu...

■ NÉCROLOGIE

Nous apprenons le décès, à l'âge de 58 ans, de Jean-Jacques VRIGNAUD, fils de Monique DUSSAUD, directrice honoraire de l'Ecole maternelle de la Profondine à Saint-Sébastien-sur-Loire, membre de la Cellule Yves NOBLET, et de Jacques VRIGNAUD qui fut le rédacteur en chef, pour la Loire-Atlantique, du journal communiste Ouest Matin, de 1949 à 1956.

La Rédaction des Nouvelles et la Fédération de Loire-Atlantique, adressent à Monique et à ses enfants, leurs plus sincères condoléances.

Les témoignages sont à adresser à : Monique DUSSAUD, 7 allée Fernand-Lindet - 93390 Cligny-sous-Bois

■ L'ARME NUCLÉAIRE EN QUESTION

Le jeudi 1er mars à 20h30 à la Maison des associations, 2 bis rue Albert De Mun à Saint-Nazaire, le Mouvement de la paix organise une Conférence lors de laquelle seront abordés des thèmes autour des questions de l'arme nucléaire : Faut-il croire à la dissuasion ? La prolifération, quelle défense pour l'Europe ?...

La Conférence sera animée par Michel VERGER, secrétaire du Mouvement de la paix 49 et co-fondateur de l'Association des victimes des essais nucléaires, spécialiste du nucléaire militaire.



Les jeunes seront-ils encore une fois les grands oubliés de la campagne électorale ? 23% des jeunes de moins de 25 ans sont aujourd'hui au chômage, 20% sortent de l'école sans aucun diplôme, des millions de jeunes ont un emploi précaire, beaucoup de jeunes travailleurs n'ont que leur voiture pour se loger... Oui, il y a urgence ! Oui, il faut améliorer la vie des jeunes ! Les

élections de 2007 doivent être pour les jeunes le moment de dire NON à tout ce que la droite a détruit depuis qu'elle est au pouvoir et de dire OUI à un vrai changement. De quel changement s'agit-il ? En 2005, 60% des jeunes s'opposaient au traité constitutionnel européen parce que le libéralisme institutionnalisait la précarité, la concurrence entre les universités, les

galères pour ceux qui n'ont déjà pas grand-chose, c'est la mal-vie. Aujourd'hui, on voudrait nous faire avaler des couleuvres : Sarkozy, tapez 1, Ségolène, tapez 2, Bayrou, tapez 3. Le bulletin qu'ils ont choisi en 2005 était pourtant celui dont les jeunes de ce pays ne voulaient pas. En 2006, lors de l'immense mouvement contre le CPE, où étaient tous ces candidats ? Certainement pas dans les cortèges, aux côtés des jeunes pour exiger un contrat de travail sûr, un boulot correctement rémunéré, un

avenir sécurisé. Beaucoup de ces jeunes ont rejoint des organisations de jeunesse telles que le mouvement jeunes socialistes, où en sont-ils aujourd'hui ? Se retrouvent-ils dans le non-programme de Ségolène ROYAL ? Ceux qui se disent antilibéraux et anticapitalistes voient-ils un espoir en BOVÉ, BESANCENOT ou Arlette LAGUILLER, ces candidats qui font des propositions mais qui ne veulent en

Le vrai moyen de changer les choses : VOTER !

aucun cas participer à un gouvernement et changer les choses ? Marie-George BUFFET est venue, le 2 février rencontrer les jeunes du département pour mener une campagne de terrain, au plus près des jeunes et de leurs attentes, elle nous a fait part de ses propositions et des moyens à mettre en oeuvre pour réussir une vraie politique de gauche sans faire de « bla bla ». Elle a répondu à nos ques-

tions, nous a parlé de vrais enjeux : donner des moyens pour la réussite de l'enseignement, sécuriser les parcours professionnels, un logement de qualité pour tous, le remboursement des soins médicaux... A la question comment on paye tout ça ? Elle répondait « prendre l'argent là où il est », dans les transactions financières, ces dizaines de milliards d'euros qui sont produits et qui ne profitent qu'à quelques uns. Les jeunes ont leur mot à dire, le 22 avril tous aux urnes !